

l'Indépendance

15 CENTS

VOLUME UN — NUMÉRO SIX
MONTREAL — MARS — 1963

ORGANE OFFICIEL DU RASSEMBLEMENT POUR L'INDÉPENDANCE NATIONALE

QUÉBEC OUI **ENFIN... DES OBLIGATIONS D'ÉPARGNE DU QUÉBEC!** **OTTAWA NON**



UN TEXTE
DE
PIERRE BOURGAULT
page 2

UN TEXTE
DE
GUY POULIOT
page 5

UN TEXTE
DE
CLAUDE JASMIN
page 6

Intérêt minimum : 5% durant les deux premières années.

Rendement moyen de l'intérêt : approximativement 5.3%.

Les obligations seront payables comptant sur livraison par les banques, les compagnies de fiducie et les caisses populaires directement aux acheteurs ou aux courtiers.

Pas de vente par retenues sur les salaires.

Coups de \$50, \$100, \$500, \$1,000 et \$5,000.

Limite fixée à \$15,000 par détenteur.

Livraison le 11 mars.

Seuls les résidents du Québec pourront en acheter.

(voir notre éditorial en page 2)

ÉDITORIAL

Après vous messieurs les Anglais

Eh bien oui ils ont tiré les premiers. Voilà pourquoi aujourd'hui les Canadiens français ne contrôlent que 10% de leur économie. Mais c'est à notre tour maintenant. Et nous entendons tirer jusqu'à ce que nous ayons remporté la victoire.

Le R.I.N. prônait depuis longtemps la nationalisation de l'électricité. Elle est faite. Le R.I.N. demande depuis longtemps que le gouvernement du Québec émette des obligations d'épargne. Cela se fait. Nous sommes en train de nous libérer sur tous les fronts.

Pour que cela continue il faudra faire confiance au Québec. Dans le cas des obligations d'épargne, faire confiance au Québec veut dire acheter des obligations d'épargne du Québec. Cela veut dire placer son argent dans l'avenir de la nation québécoise.

Que valent les obligations du Québec? Elles seront munies de dix coupons annuels d'intérêt portant les taux de 5% pour les deux premières années, 5½% pour les trois années suivantes et 5¼% pour les

vingt autres années, soit un rendement moyen d'intérêt de 5.3% approximativement.

Elles sont donc plus intéressantes que les obligations d'épargne du Canada qui, au terme de 14 ans, rapportent 5.11% d'intérêt mais seulement 4½% durant les trois premières années.

Il n'y a donc aucune hésitation possible. Il faut faire confiance au Québec et vider son bas de laine. Il faut aller plus loin: il faut que les Québécois se démettent de leurs obligations d'épargne du Canada et achètent à la place des obligations d'épargne du Québec. D'autant plus que le taux d'intérêt est plus intéressant à Québec qu'à Ottawa. Les Québécois possèdent en obligations d'épargne du Canada pour plus de 600 millions de dollars. Il faut que la totalité de cette somme soit reportée à Québec. Ce n'est pas le seul moyen de nous libérer économiquement mais c'en est un, il ne faut pas hésiter à l'employer.

Rappelons-nous un petit fait: cette année, en moins de deux semaines, 55 millions de dollars sont passés des banques canadiennes-anglaises aux banques canadiennes-françaises. Nous pouvons répéter un pareil geste de libération en augmentant son efficacité et en décapant les sommes en jeu. Il faut le faire!

Cela demandera à chacun un petit effort. En effet, les obligations d'épargne du Québec ne peuvent malheureusement pas encore être achetées par l'entremise de la compagnie qui nous emploie: il faudra donc faire l'achat par l'entremise de sa banque ou de sa caisse populaire. Ça prendra peut-être à chacun quinze minutes de son temps. Lequel parmi nous est incapable de ce geste?

Ce geste est nécessaire pour notre libération. Ce geste est nécessaire pour l'avenir de la nation québécoise.

Ce geste est nécessaire pour prouver notre confiance dans l'Etat du Québec, le seul Etat qui nous appartienne vraiment!

Pierre BOURGAULT

Une vérité bonne à dire

"Aucune culture ne peut s'épanouir dans un 'Etat' tel qu'une province canadienne, dont la constitution ne reconnaît aucune juridiction sur la monnaie ni sur les banques, ni sur le commerce international ou même interprovincial, ni sur les transports et télécommunications (y compris la radio et la télévision), ni sur les forces armées, ni sur le Droit pénal; bref, un 'Etat' dont les pouvoirs de taxation sont limités et dont les lois mêmes peuvent être désavouées peut encore moins maîtriser son économie."

Frank SCOTT

Ne demandons pas à nos amis fédéralistes de penser comme nous, mais exigeons de leur part plus d'honnêteté intellectuelle. Quand un expert en Droit constitutionnel comme monsieur Frank Scott fait la preuve préemptoire qu'"aucune culture ne peut s'épanouir dans un 'Etat' tel qu'une province canadienne", nos bons anges de la cause fédérale, eux, veulent nous garder dans leur paradis "canadien", tant il est vrai qu'un régime colonialiste engendre surtout des valets.

On répliquera sans doute qu'il s'agit précisément de refaire la Confédération.

Que faut-il penser alors de l'accusation souvent formulée par monsieur Scott Symons contre les Canadiens français qui, par leur seule présence au Parlement d'Ottawa, empêcheraient les "Canadiens" de s'épanouir eux aussi selon leur culture profonde? Si Scott Symons a raison — quant à moi je le crois volontiers — imaginez l'entrave que sont les Anglais pour les Québécois! Nos fédéralistes qui veulent refaire la Confédération, en voulant mettre "les deux grandes races" sur un pied d'égalité rendraient un fichtu service à leurs amis "canadiens"...

Mais qui sont-ils ceux qui croient en la Confédération?

Il y a d'abord les indépendantistes déguisés. C'est-à-dire les tacticiens, tel André Laurendeau, qui font mine de croire en la Confédération afin de forcer les Anglais à montrer leur jeu, et Dieu sait comme ces messieurs sont passés maîtres dans l'art de pratiquer la politique du temps qui joue en leur faveur!

Puis il y a les timorés, qui refusent l'Indépendance simplement parce que ça ne ferait pas plaisir aux Anglais. Pour eux, le statu quo est une fin en soi. Avouez qu'il y a de quoi faire peur à un lièvre quand ce cher Murray Ballantyne nous avertit, dans une conférence prononcée récemment au club Richelieu-Saint-Lambert, que le gros méchant loup américain, advenant l'Indépendance, ne laissera pas un tout petit peuple ("such a tiny nation") comme le nôtre prendre en main le canal du Saint-Laurent. Ce même "Westminster" nous prévenait également qu'il n'était pas question que le gouvernement de Sa Majesté convoque une assemblée constituante des deux nations du Canada, sous prétexte qu'une telle pratique serait contraire à la noble tradition parlementaire britannique.

Décidément, la période des concessions n'aura pas duré longtemps! Entreions-nous maintenant dans la période du chantage?

Alors, chers amis fédéralistes, convenez qu'un peuple averti en vaut deux; abandonnez votre rêve farfelu d'une refonte de la Constitution et, pour être honnêtes, parlez-nous désormais d'intégration lucide.

Ce serait pour tous les Québécois une vérité bonne à dire.

Edouard DOUCET

AU SOMMAIRE

Deux événements importants: les élections fédérales et l'émission d'obligations d'épargne du Québec. Ils sont tous deux parmi les sujets importants de ce numéro de L'INDÉPENDANCE. — Claude Jasmin, qui a écrit pour nous: Une manière de parler, est l'auteur de plusieurs romans, pièces de télévisions et textes divers. On le reconnaît pour un homme qui n'a pas la langue dans sa poche. Nous sommes heureux de sa collaboration. Vous trouverez son article en pages 6 et 7. — Il est question évidemment du Congrès spécial du R.I.N. qui se tiendra à Montréal les 2 et 3 mars prochains. — Lisez attentivement la chronique "Le monde à les yeux sur nous". Vous verrez facilement qu'il est de plus en plus question de notre indépendance à l'étranger. — Notre concours de mots croisés fut couronné de succès. Il continue. Ne manquez pas d'y participer. — Enfin nous accueillons un nouveau caricaturiste. Son nom? André Lemieux. Il est tout jeune mais il a déjà aiguisé ses armes dans plusieurs journaux et revues du Québec. Nous sommes assurés qu'il ne vous décevra pas.

L'INDÉPENDANCE

Organe officiel du Rassemblement pour l'Indépendance Nationale
2157, rue Mackay, Montréal
Imprimé par: L'Imprimerie Populaire Liée, Montréal

Rédacteur en chef: Pierre Bourgault
Caricaturiste: André Lemieux
Rédaction: André D'Allemagne
Guy Pouliot
Guy Beuthillier
Jean-Marc Léger
Edouard Cloutier
Claude Jasmin
Guy Sanche
Jacques Renaud

Le Ministère des Postes à Ottawa a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de la deuxième classe de la présente publication.

ACTUALITÉS



ACTUALITÉS

Actualités

LA DÉCONFIANCE DU CANADA

L'événement du mois demeure, même pour nous indépendantistes, la chute pitoyable du gouvernement Diefenbaker, la débâcle de son cabinet et la déconfiture du Canada. Ce parti conservateur, confirmé au pouvoir avec une majorité sans précédent dans l'histoire de la Confédération et à un moment où le Canada jouissait à certain propos, s'est révélé parfaitement incompetent devant tous les grands problèmes qui ont agité le peuple canadien depuis dix ans.

Il a triomphé dans un domaine: la démocratie à la "canadienne", qui est le grand art de tourner autour des problèmes sans jamais les exposer et sans jamais les résoudre. Reporté pieusement au pouvoir comme gouvernement minoritaire, le P.C., soutenu par les créditistes qui l'avaient dénoncé, s'est effondré lorsque ceux-ci lui ont retiré leur appui, laissant voir le vrai visage de la Confédération: un pays sans chefs véritables, sans orientation, incapable d'assumer ses responsabilités.

Si d'autres se réjouissent de l'instabilité politique à Ottawa sous prétexte qu'elle servirait la cause de l'indépendance, nous ne pouvons, quant à nous, endosser pareille attitude. L'instabilité politique dans un pays se traduit en chômage et en misère pour le peuple; nous ne nous en réjouissons pas. Nous souhaitons seulement que les Québécois comprennent où les conduit la Confédération. Nous ne sommes pas partisans de la politique du pire. Les Québécois n'opteront pas pour l'indépendance par désespoir, mais bien parce que c'est la solution du bon sens, en même temps que de la fierté.

Et voilà que nous allons subir une autre campagne électorale, entendre toutes ces promesses, et pour nous retrouver, le lendemain du scrutin, Jean Gosselin devant. Quelle fièvre peut-on éprouver à être "citoyens" (voir Citoyens sans patrie) d'un pays où la politique est rendue à un si bas niveau qu'à un moment crucial comme celui-ci, un André Laurendeau puisse parler de "ce triste début de campagne" et ajouter: "Une singularité de cette campagne, c'est que plus les chefs parlent, et moins on sait ce qu'ils veulent." Voilà bien ce que la Confédération a à nous offrir. Que les Québécois s'en souviennent et annulent leur bulletin afin de ne pas jouer cette parodie de démocratie.

CITOYENS... SANS PATRIE

Les citoyens canadiens se cherchent une "identité". Pourtant, s'ils n'en possèdent pas, ce n'est pas faute d'avoir tenté de se définir. Selon les lois sur le citoyen-neté canadienne, le citoyen canadien est aussi sujet britannique en même temps que citoyen du Commonwealth. Qui trop embrasse mal étirent, et à vouloir être de partout, on finit par n'être nulle part.

M. Alfred Ayotte qui commente ces anomalies dans *La Presse* du 12 février conclut: "Décidément, nous sommes de curieux personnages. Nous possédons trois citoyennetés, mais nous n'avons pas de drapeau". Il aurait dû se souvenir que les libéraux nous en ont promis deux. Et aussi que le Québécois, pour ses trois citoyennetés, possède deux États, et que s'il n'a pas de patrie, il a, depuis peu, une fleur... étrangère.

LES MANCHETTES DU MOIS

"Notre économie se porte à merveille", Georges Hees, (*La Presse*, 29 janv. 1963). À rapprocher de la suivante: "Seul le Québec connaît un taux de chômage plus élevé qu'en 1962". En d'autres termes: les affaires des Canadiens vont très bien, ce sont les ouvriers québécois qui crevent!

HUMOUR NOIR

"Un Canada biculturel, cela prendra du temps", (Paul Martineau, *La Presse*, 15 fév. 1963).

M. JOHNSON ET LE FINANCIAL POST

M. Daniel Johnson a déclaré au cours du mois que le temps des enquêtes et des conférences est révolu. "Je n'ai plus le goût de me battre pour des miettes, at-il déclaré; fini le temps des sottises". Il veut que l'on convoque une assemblée constituante des deux grandes races, pour refaire la Confédération. Le *Financial Post* de Toronto examine la proposition de M. Johnson et la juge trop légère: ce n'est pas "pratique". Et pourtant, pour des gens qui font de la *practical po-*

litics, le P.P. invoque de biens curieux arguments.

"Y aurait-il unanimité, se demande le P.P., pour que le pouvoir exécutif repose entre les mains de la reine, ainsi que le veut le B.N.A. Act? Que ferions-nous du Sénat? Et de la redistribution des pouvoirs de taxation entre le Dominion et les provinces? Et même du mot "Dominion"?"

"Y aurait-il un article (dans cette nouvelle constitution), pour le P.P. au sujet d'un drapeau et d'un hymne? Un article accordant au Dominion quelque autorité en matière d'éducation?... Et les langues française et anglaise devraient-elles avoir un statut égal partout au pays?"

Ces questions soulèveraient de tels débats, selon le P.P., qu'on peut en conclure que Johnson veut probablement le seul politicien au Canada à vouloir une constitution.

Faut-il M. Johnson! Il est en avant de son temps. Il rêve d'une Confédération refaite, tout seul dans son coin, pendant qu'à Toronto, ceux qui détiennent le vrai pouvoir s'interrogent encore sur le rôle de la reine, du mot Dominion, du God Save the Queen et de l'Union Jack dans un Canada où eux se trouvent très bien. C'est la *practical politics*.

Publiez-les M. Johnson, Vous voulez une constitution? D'accord. Mais que ce soit, dans quelques années, celle du Québec Libre.

HISTOIRE DE PONTS

Il semble bien que la politique au Québec doive se faire éternellement sous le signe des ponts: ponts qui s'écroutent ou ponts qu'on ne peut construire, mais de toute façon, ponts qui ne mènent nulle part. H y a peut-être là un symbolisme secret que nous interpréterons un jour quelque psychiâtre pancanadien qui songe encore à jeter un pont entre "les deux grandes races" canadiennes.

Toujours est-il que M. Jean Lesage, poursuivant sa politique de grandeur, a voulu jeter un pont sur notre beau fleuve, entre Montréal et Boucherville. Mais il s'est rappelé que la grandeur, dans ces dimensions-là, elle est réservée par la constitution au gouvernement d'Ottawa.

M. Lesage s'est donc adressé, au nom de tous les Québécois, "humblement à son Excellence (le gouverneur général), lui demandant de dignifier faire présentement au Parlement du Canada, un texte législatif aux fins d'autoriser le gouvernement de la province (sic) de Québec à construire et à entretenir un

pont, etc., etc." Commentant cette démarche grotesque de valet que nous impose une constitution moyenâgeuse, M. Guy Cormier de *La Presse* écrivait: "Le geste ne manque pas de panache." On croit rêver devant un manque de respect total de fierté. Dorenavant, nous ne devons plus dire: on nous monte un bateau; nous dirons: on nous monte un pont!

UNE "PROVOCATION" BIEN ACCUEILLIE

Nous avons dénoncé ici déjà le programme fédéral d'aide à la formation technique et professionnelle selon lequel les conservateurs d'Ottawa s'étaient acquiescés avec les conservateurs d'Ontario ont pu verser à cette province plus de 186 millions de dollars (dont une cinquantaine de millions perçus au Québec) alors que le Québec ne touchait que 13 millions.

Signalons que cette aide constitue une ingérence du fédéral dans un domaine exclusivement réservé aux provinces et qu'aucun de nos 75 députés fédéralistes à Ottawa ne s'y est opposé lorsqu'elle s'est produite en 1960. Et pourquoi d'ailleurs s'y seraient-ils opposés? Lorsqu'on accepte la Confédération, on accepte le même coup la "démocratie" telle qu'elle s'y pratique. Après tout notre propre ministre de la Jeunesse, M. Gérin-Lajoie l'accepte bien, lui aussi puisqu'il est allé à Ottawa ramper auprès de M. Michael Starr et le prier de bien vouloir continuer à s'ingérer dans l'éducation au Québec jusqu'en 1967.

M. Starr lui ayant répondu qu'il lui accordait un petit six mois de délai et pas plus, notre bon ministre est rentré indigné en déclarant que c'était là une véritable provocation de la part d'Ottawa. A la bonne heure, voilà que la situation se corse. Sans

doute, comme par les provocations passées (affaire Gordon, chèques bilingues, hôtel Reine Elisabeth, rapport Therrien, etc.) allons-nous assister à un soulèvement général au Québec, peut-être à la mobilisation? Vous voyez, ça une démonstration montre de centaines de milliers de personnes dans les rues de Québec et de Montréal, en même temps qu'une déclaration cinglante, à l'emporte-pièce venant de Québec, comme on est habitué à en entendre de la part de nos politiciens. J'en tremblerais, si j'étais M. Starr. J'attends avec espoir et anxiété notre réaction officielle à cette "provocation". L'oreille collée à mon appareil de radio. Et n'annonce rien. Mais oui, pourtant, à la météo: Il fera beau en fin de semaine, avec toute cette neige, le ski sera excellent dans le nord, après tout, une politique de grandeur, c'est bien embrouillant. On pourra toujours s'en occuper en revenant.

DÉMOCRATIE À LA "CANADIENNE"

Ceux qui n'ont ronflé pendant aucune des 4 émissions que Radio-Canada a consacrées à la question: "Après un siècle, la Confédération va-t-elle continuer?" devraient recevoir d'Ottawa la "Médaille de l'objectivité à la Canadienne".

M. Guy Cormier de *La Presse* avait signalé déjà l'anomalie du fait qu'aucun indépendantiste n'ait été invité à participer à ce débat. M. Jacques Keable, dans le supplément du même journal, le 23 février, analyse l'émission. "Personne parmi les douze participants, dit-il, n'a répondu oui ou non. Mais tacitement, le oui était accordé dès avant la première image. La question qui aurait dû mettre en cause le fondement même de la Confédération a été oubliée ou dépassée. C'est à l'intérieur du oui facile des participants que la discussion a eu lieu."

"Et pourtant, qui, sinon les indépendantistes, les nationalistes acharnés, a provoqué cette série éhéméroscopique? Aucun de leurs représentants n'y a eu le droit de parole... Radio-Canada a manqué à la plus élémentaire objectivité. Elle a invité devant ses caméras des défenseurs en laissant dehors les accusateurs."

Nous rappelons à nos lecteurs que le poste CFMT-TV, canal 10, imbu d'une conception différente de l'objectivité, a consenti à peccer contre à des représentants du B.I.N. de répondre sur ses ondes, aux émissions de Radio-Canada. Le jour et l'heure de cette réponse seront annoncés sous peu.

Les propos d'Indignace

PAR GUY SANCHE

Indignace trouve que je ne le cite pas toujours correctement et qu'il m'arrive même d'embarlificoter sa pensée jusqu'à la rendre indigeste. Aussi, m'a-t-il prié de le laisser dorénavant rédiger lui-même ses propos. Voici donc Indignace, par Indignace lui-même.

Une manchette de l'Echo dynamique du Canada français (familièrement appelé "La Presse") nous apprend que de nombreux hauts fonctionnaires anglophones apprennent maintenant le français. Bravo! Il est très bien que ces gens-là se cultivent. Cependant, nous nous empressons de les déromper sur la valeur politique d'un tel geste: il ne peut pas prolonger de beaucoup l'agonie de la constitution canadienne.

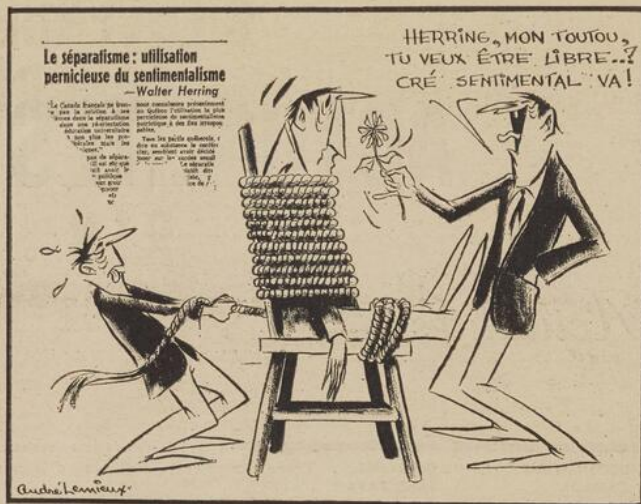
"La majorité de nos vendeurs et de nos vendeuses parlent français", proclame dans sa publicité un grand magasin de l'ouest de la rue Sainte-Catherine (Simpson pour tout dire). Nous remercions cette maison d'avouer aussi ingénument pareille sottise et tenons à lui faire savoir que nous éviterons d'y mettre les pieds aussi longtemps que nous risquerons de tomber sur ceux des employés qui nous feront perdre notre temps avec la populaire petite chanson anglo-saxonne: "I'm sorry, I don't speak French" et qui devrait d'ailleurs s'appeler: "I'm sorry, I'm too dumb to learn French."

Un homme d'âge mûr que je connais raconte qu'il fut séparatiste il y a une vingtaine d'années: "A cette époque, explique-t-il, on se demandait comment faire pour parvenir à l'indépendance. Aujourd'hui, on se demande comment faire pour l'éviter." Puis il ajoute qu'il est redevenu séparatiste.

Pierre Sévigny, dit-on, se présentera comme candidat "indépendant" dans le comté de Longueuil: ce brave homme se rendra-t-il jamais plus près du mot Indépendance? De toute manière, prière de ne pas confondre "indépendant" et "indépendantiste."

Depuis que la montée indépendantiste donne des signes d'une inquiétante vigueur, les Anglo-Canadiens et leurs interprètes semblent prêts à tout nous accorder. Reste une chose que nous ne pouvons attendre d'eux: L'INDEPENDANCE.

Indignace soi-même



MÉMOS

DÉMOCRATIE: A l'émission de TV "Aujourd'hui", M. Yves Michaud, du journal "La Patrie", déclarait récemment que le R.I.N. est un mouvement qui prépare des démocrates...

CULTIVATEURS: Le Crédit agricole fédéral: à l'Ontario, plus de 18 millions de dollars; au Québec, moins de 2 millions de dollars.

GUERRE: Le gaz servira probablement dans une prochaine guerre. Pendant les derniers exercices militaires canado-américains, en Alaska, on a pratiqué avec du gaz lacrymogène répandu par avion.

SPECTACLES: Inauguration de la Place des Arts, à Montréal, en septembre prochain. Cachet de la cantatrice Joan Sutherland: \$6,000.00 par soir. On a demandé aux artistes québécois d'offrir leur collaboration gratuitement.

INTERNATIONALISME: Le consulat d'Israël à Montréal mettra bientôt sur pied un organisme Québec-Israël.

DÉBUTS: La première assemblée publique du R.I.N. eut lieu le 4 avril 1961, au Gesù, à Montréal, il y a moins de deux ans.

LIVRES: Le salon du livre de Montréal présentera cette année la plus grande exposition de livres français au monde, 100,000 volumes en étalage.

TELEVISION: A la Radio-Télédiffusion française, le 1er mars, des membres du R.I.N. seront interviewés à l'émission "Cinq colonnes à la une". Au canal 10, à Montréal, le R.I.N. répondra bientôt aux émissions de Radio-Canada sur la Confédération.

TECHNIQUE: Aide fédérale pour l'établissement d'écoles techniques: Ontario, 186 millions de dollars; Québec, 18 millions de dollars.

CINEMA: Un nouveau cinéma français à Montréal: Le Parisien. Il remplace l'ancien "Princess".

SYNDICALISME: La grève des employés de la Shawinigan Chemicals est terminée. Victoire totale. Les ouvriers québécois ont avancé d'un autre pas.

POLITIQUE: Le R.I.N. parti politique? L'assemblée générale des membres aura à se prononcer sur cette question à son congrès tenu à Montréal les 2 et 3 mars prochain.

CARNAVAL: Les organisateurs du Carnaval de Québec se sont surpassés cette année. Le Carnaval est maintenant l'un des plus importants au monde.

BIENVENUE AU 5^e CONGRÈS DU R.I.N.

Un congrès du R.I.N. doit nous permettre de dresser en commun le bilan d'une période écoulée.

Qu'a-t-on fait? Nous savions que nous nous étions attaqués à une tâche difficile et que nous commettrions des fautes. Le principal est de voir où et quelles fautes ont été commises.

Que reste-t-il à faire? La réponse à cette question nous permettra de tracer le programme de l'avenir.

Ce qui fait la particularité de la situation actuelle au Québec, c'est la transition de la révolution pacifique, qui a fait douter les milieux les plus conscients de la population de la rentabilité du système confédératif, de la première à sa deuxième étape qui doit

ultimement donner le pouvoir aux patriotes québécois.

Cette particularité exige que nous sachions nous adapter, nous et nos structures, aux conditions spéciales du travail parmi les masses qui commencent à s'éveiller à la conception de leur droit de disposer d'eux-mêmes en tant que peuple.

L'attitude des masses populaires, depuis le début du système confédératif, en est une de confiance aveugle, quel que soit le parti au pouvoir, envers le gouvernement du Québec considéré à tort comme le protecteur du peuple québécois.

Il nous faut prouver aux masses québécoises que nous sommes seuls capa-

bles de leur venir en aide. C'est cela, donc, qui doit conditionner notre règle de conduite pour les mois à venir. Les masses sont disposées à nous faire crédit. Cela, nous le savons. Mais ce crédit n'est pas illimité. Il faut se dépêcher. Le moment n'est pas loin où nous serons invités à honorer notre parole. Saurons-nous le faire? Il appartient aux membres réunis en congrès d'esquisser les solutions. Selon les méthodes qui se sont avérées les plus efficaces au sein du R.I.N.: les méthodes démocratiques appliquées dans un esprit d'unité.

Le président général du R.I.N.
GUY POULIOT

L'instabilité du gouvernement d'Ottawa, le désarroi des vieux partis fédéraux et le désordre qui règne actuellement sur la scène politique "canadienne" ont attiré l'attention un peu partout à travers le monde. Du même coup, la presse internationale s'éveille au dynamisme nouveau du Québec et à la montée continue de l'indépendantisme. Dans la revue française "Le spectacle du monde" on pouvait lire récemment un article sur "le séparatisme français au Canada" dans lequel il y a lieu de remarquer ces lignes :

"L'indépendance en 1967. Cette affichette est apparue cette année sur les arbres des routes de la Province de Québec, au Canada.

... En France, quand on y prête attention, on considère le Québec "en petit frère", soit par réminiscence de Maria Chapdelaine, soit parce que l'on se réfère à la Wallonie avec le problème flamand. Ce qui est une double erreur. D'abord, parce qu'il y aura, dès 1970, deux fois plus de Canadiens français au Québec que de Wallons en Wallonie. Ensuite, parce que le Québec a des atouts que les capitalistes européens devraient bien considérer. Il a l'énergie la moins chère au monde. Il est le premier exportateur de fer du monde : le tiers du fer manipulé à Pittsburgh vient du pays canadien-français. Il est le premier exportateur de bois et pâtes à papier du monde : les deux tiers des journaux entre New York et le Mississippi dépendent de l'approvisionnement québécois. Ce sont là des atouts de négociation, non négligeables, avec l'industrie du grand Etat voisin, en cas d'indépendance."

Aux Etats-Unis, dans le journal franco-américain "Le Travailleur", le journaliste

LE MONDE A LES YEUX SUR NOUS

français Paul Gache écrivait le mois dernier un long article intitulé "Salut aux indépendantistes pour l'année 1963", dont nous relevons ces passages :

"Dans le cas du Québec, il est deux dates qui, par la signification qu'elles portent, sont susceptibles d'interférer sur le développement en cours et l'état d'esprit de l'opinion que des rappels douloureux consécutifs émeuvent. 1963, deuxième centenaire du Traité de Paris qui a fondé la sujétion des Franco-canadiens, 1967, centenaire de l'annexion de Québec par Ottawa grâce aux prescriptions de l'A.A.B.N. ...

... La hâte intempestive avec laquelle certains milieux anglo-canadiens ont annoncé dès 1959 leur intention de solenniser bruyamment le centenaire de l'Acte de 1867 relève de la provocation. Tel est du moins notre avis en Europe.

Les indépendantistes ont donc pris date pour ce rendez-vous de 1967. L'observation sans parti pris de l'évolution de l'état

d'esprit au Québec, de la cadence de cette évolution, la comparaison que l'on peut faire avec des dizaines de cas sinon analogues, du moins semblables quant à l'aspiration finale qui se sont présentés au monde, ces dernières années, permettent d'affirmer avec certitude que l'Acte de 1867 sera ou mort ou totalement caduc en 1967. Il n'y a pire aveugle en la matière que celui qui ne veut point voir ni regarder autour de lui."

En Amérique latine, à Porto-Rico, le journal "Claridad" consacrait il y a deux mois une page presque entière au R.I.N. En voici des extraits :

"Nous avons découvert le Québec en assistant à la dixième Conférence internationale des étudiants... Nous pensions qu'en dépit de ses origines françaises le Québec était entièrement assimilé par la majorité canadienne-anglaise et que c'était un territoire bilingue, étant donné son appartenance à un pays dont les représentants aux Nations Unies ne parlent que l'anglais... Nous nous trompions complètement.

... Le Canada n'existe pas comme nation. Deux nations, la française et l'anglaise, constituent l'Etat canadien.

Après quelques jours à Québec nous avons fait la connaissance d'un groupe de dirigeants du Rassemblement pour l'Indépendance Nationale. Ceux-ci avaient essayé de se faire entendre à la Conférence mais ils n'y avaient pas réussi, à cause des pressions exercées contre eux. Cependant nous avons pu nous entretenir longuement avec eux et nous mettre au courant de la lutte que mène le Québec pour son indépendance."

Le Service international du RIN

EXCLUSIF À L'INDÉPENDANCE

UNE
MANIÈRE
DE PARLER

PAR CLAUDE JASMIN

Claude Jasmin est un des jeunes écrivains les plus représentatifs du Canada français.

Il a déjà publié plusieurs ouvrages. Il nous raconte ici sa façon d'envisager le nouveau nationalisme québécois. Son texte est fulgurant, à fleur de peau.

Nous le reproduisons ici intégralement, sans en changer une ligne, parce que nous croyons qu'il constitue un vibrant témoignage de la vitalité et du dynamisme du nouveau Québec.

Qu'on ne cherche pourtant pas dans ce texte une prise de position officielle du R.I.N.

Claude Jasmin n'est pas membre du R.I.N. et il ne parle ici qu'en son nom personnel.

Nous tenons cependant à le remercier de l'amitié qu'il porte à notre mouvement et de la collaboration qu'il nous offre aujourd'hui.



NOTE DE L'AUTEUR : je viens de relire ce texte. Je voudrais bien qu'il puisse demeurer ainsi, sorte de brouillon, puisqu'il s'agit d'un monologue enregistré sur ruban. Je n'aime pas le genre "article de fond". Ce n'est pas mon genre. Je n'ai aucun talent d'analyste savant. Je ne suis que nationaliste !

Salut, Montréal, lundi soir, le 18 février, suis chez une amie, collègue-écrivain, métier de fou, dont nous sommes fous, justement, elle me fait essayer sa machine à enregistrer, toute neuve, je suis tout de suite fatigué de voir tourner le ruban, je tourne le dos à la machine et je pars. L'ami Bourgault m'a demandé un papier pour son journal, huit grandes pages, je ne sais trop à quoi ça peut correspondre en "ruban", enfin on verra bien...

J'ai longtemps pensé que j'étais un apatride. Quel pays est-ce que j'habitais? Aucun. Nous vivions dans une région donnée, nous habitons un sol, certes immense terrain, des terres géographiquement identifiables, bien visibles, bien réelles sur la carte de l'Amérique du Nord. Mais il me semblait être sans pays, sans une vraie patrie.

L'IMPOSTURE

Oh! c'est entendu, nos professeurs nous répétaient que notre-pays-se-nom-mait-le-Canada! Le Canada? Ce grand lot, ce demi-continent!!? Je n'y croyais pas. Ces étendues vastes que je ne verrais jamais vraiment, me disais-je plus jeune, que je ne pourrais jamais seulement parcourir, sinon habiter, cet incroyable terrain vacant, fabuleux, gigantesque, ne faisait surgir en moi aucun sentiment, aucune fierté. Si, peut-être, à dix ans, la fierté stupide, sortie du manuel, genre: notre-pays-le-Canada-contient-dix-fois-la-France, quinze-fois-l'Espagne, vingt-fois-la-Suisse, quarante-fois... Je n'habitais pas un pays!

Il n'était pas question encore de songer au Québec comme à un vrai pays, un Etat. Québec, ça aussi il avait fallu l'apprendre studieusement (et bien le retenir) n'était qu'une des neuf provinces du Canada! (Terre-Neuve n'avait pas encore joint les rangs!) De plus cette triste, sordide parfois, petite histoire-du-Canada, nous renfermait dans un pénible sentiment de honte! Notre "coin-de-terre", ce neuvième d'un entier, s'y trouvait rapetissé. Nous étions des VAINCUS! Des vaincus grincheux, protestataires, mais de simples vaincus! On ne parlait que de défaites, d'abdication, de concessions, d'abandon-de-la-mère-patrie, et d'odieux et humiliants traités! Accords vascillants, discutables, injustes, voire déshonorants! Nous étions des "retraitants", des retranchés, des barricadés, des emmurés, nous vivions au bout de-ce-beau-et-grand-pays-le-Canada, tout à l'est, pauvres, courageux, battus et catholiques!

Et puis on essayait de parler un certain français! En vérité, nous semblions n'être que des tolérés. On nous laissait cultiver fruits et légumes, on nous laissait aller à la messe, on nous laissait lire La Presse, on nous laissait essayer de "retenir", sinon "d'apprendre", la langue des vaincus à l'école et dans nos séminaires-collèges! Les Canadiens français, comme nous nous nommons avec insistance au bout de nos cahiers de devoir, tenaient, en fait, bien peu à cette vague (et floue) appartenance forcée, plus géologique que sentimentale, le Canada! Le fait de n'avoir pas encore, ni un drapeau, ni l'hymne (officiel) national n'est pas un hasard mais un fait irréfutable, historique. Ce pays n'existe pas! L'opération CANADA n'a pas fonctionné! C'était un mauvais cheval troien!

Ces faits sont un lumineux témoignage extérieur de nos réticences, de notre refus d'HABITER vraiment tout le Canada.

PAS de COUPABLES

Quelle erreur monumentale de la part de nos concitoyens d'avoir toléré cette "seconde" langue. C'est à partir de cette ("fair play british manner") tolérance que la résistance patiente et stoïque s'est installée et ce refus tenace. Maintenant, le mauvais bouton, sous-cutané, va éclater tôt ou tard. A quoi bon poursuivre la chimère, ce "pays", ce projet de pays, n'aura pas lieu, ne sera plus. Jamais. Inutile d'y rêver. A Vancouver, huitième rue ouest, à Régina, avenue Queen, on ne trouvera pas un seul "Canadien" intéressé au Québec. Et c'est tout à fait normal, très sain. Il n'y a qu'au Québec que l'on peut trouver tout ce branle-bas soucieux pour une magnifique entente-bi-culturelle. Pourtant, il n'y a même pas lieu de parler de mesentente. Il n'y a que de parler d'une certaine "utopie", une folie, un merveilleux rêve, mais un Rêve! Qui osera exiger que le mécanicien de Vancouver apprenne le français? Un fou! Quant aux élites, mais bon Dieu, c'est une autre histoire, elles devraient aussi apprendre le Russe et le Chinois. Ce sera très commode avant longtemps! C'est une autre histoire! Personne n'est à blâmer, c'est une divine farce de voir certaines "testes bien faites" se fendre en raisonnements et en dialectiques savantes pour chercher des coupables, des responsables. Il n'y a pas de coupable. Nul n'est à blâmer. Chacun n'avait qu'à parler sa langue, point. Et, désormais, chaque nation a envie d'HABITER son pays, c'est tout. C'est simple.

Il n'y a pas à chicaner les gens d'Ottawa ou de Winnipeg. Il n'y a qu'à constater un fait. Nous nous cherchons un pays, une patrie. Nous voulons être de quelque part de précis. C'est un besoin vivant, ardent, naturel, universel aussi. La muette et patiente résistance est une période qui a trop traîné. Voilà tout le mal.

L'époque des colonies est à jamais révolue. Oui, nous étions une colonie moderne, presque une colonie-modèle! Mais l'époque des colonies est terminée. C'est ainsi, partout dans le monde. L'histoire de cette colonie française abandonnée va se boucler d'étrange façon. A Paris, le 10 février, deux cents ans après l'abandon, des Français ouvrent les yeux et vont essayer de réparer l'oubli, l'abandon, le superbe désintérêt.

Ce Québec demeuré français malgré tout devient une chose concrète. C'est un salutaire réveil. Il n'y a rien à faire contre ou pour. Le "traité de Paris" sera effacé. Comme tous les autres traités d'un autre âge. Le droit qu'il n'importe quel peuple de la terre de s'autodéterminer ne pourra plus être ignoré. C'est un fait. A qui bon s'agiter, organiser des voyages d'été dans l'Ontario, instituer des Instituts de ci et de ça, multiplier les "tables rondes". Il est trop tard ! C'est à dire qu'il y a eu retard, c'est tout. Car, cette "nation" sans nationalité légale, sans nationalisme admis était une incroyable bévue, une erreur sans nom !

LA PEUR D'AVOIR PEUR

On vient me dire mais souvent : "vous rêvez, comment ferons-nous, c'est une organisation terrible de d'installer un pays et bla-bla-bla, les douanes, la poste, la monnaie..." Comment expliquer à ces grands inquiets que ces problèmes techniques n'ont rien à voir, mais rien du tout, avec cette volonté nouvelle et grandissante de se trouver un pays, une patrie vraie ! Comment expliquer que l'histoire suit son cours, de façon irréversible et qu'aucun problème matériel ne saura mettre en échec ce "sentiment", ce goût vital de s'identifier nationalement.

Encore, hier, l'ami qui me déclare, indigné : "mais enfin, quoi, Jasmin, nous vivons à une autre allure, à plus grande échelle, demain, bientôt, nous visiterons la Lune, Mars ou Vénus..." A qui bon parler d'un lozin de cette petite planète... et bla-bla-bla", eh oui, il se peut bien. Mais aucune découverte interplanétaire, aucune envolée spatiale n'empêchera un homme d'ici d'avoir envie d'HABITER un pays, une patrie. Au contraire, plus les envolées se feront hautes, plus chacun aura besoin de bien s'accrocher à un coin de terre précis, existant vraiment. Pas à une sorte de continent démesuré ! D'autres nous parlent, plus prosaïques, moins futuristes, des grandes unions, des nouvelles alliances, de la fédération des Etats de l'Amérique du Sud, du Marché commun Européen... Et alors, quoi, qui parle d'empêcher quelque fédération que ce soit. Nous ne pensons plus en termes anciens d'un nationalisme emmuré. D'accord pour les grandes réunions. Que l'Amérique soit une et prospère ! Que cette vraie fédération (ou confédération) se fasse. Bravo. Nous en serons. Avec plaisir, avec grand plaisir. Nul besoin économique, nul souci tactique, stratégique ou autre n'empêchera qu'un homme a ce besoin de savoir qu'il a des racines, qu'il appartient à une communauté précise, que sa "patrie" a un nom, un seul nom, une seule histoire, une seule langue !

Ce nationalisme nouveau n'interdit ni n'empêchera les cohabitations pacifiques et pratiques et bénéfiques et profitables ! Au contraire. Et quel est ce partenaire assez bête pour former "union" avec un autre qui serait hybride, pâle, timide, sans pouvoir et sans force réelle ! Désormais chaque membre d'une nouvelle fédération doit être fort. Il en va du salut du tout. Ce pacte hypocrite de 1867 n'était qu'un chéif et sordide pansement. Il n'est pas étonnant de le voir, aujourd'hui, se défaire, croûler, s'écrouler. Nous sommes de plus en plus nombreux à nous apercevoir que cette attente ne s'est que trop prolongée. Les effets en sont désastreux. Nous devons à notre incroyable résignation la majorité de nos maux, cette démocratie vide de sens, grotesque, ce système d'enseignement malodorant, moyenâgeux, cette façon crapuleuse de se servir de la Politique et même, pour ceux que ça intéresse, cette religion vidée de toute foi réelle !

LE FANATISME

Un autre, presque tous les matins, vient (inquiété jusqu'à l'angoisse) s'enquérir : "mais ce nationalisme n'est que l'antichambre du fascisme, du fanatisme, du racisme !" Et voilà la pétarade des grands mots lâchés. Epouvantails tout frais sor-

tis des expériences guerrières de l'Italie et de l'Allemagne. A ce compte (facile), il n'y a pas que le nationalisme, ce baudet facile à charger, ce galeux, qui fasse acte de présence dans l'antichambre du fascisme, du racisme et autres terrifiants "ismes". On y trouverait bien plutôt, le capitalisme, le colonialisme. La misère et l'insécurité des masses ouvrières ont fait bien plus pour faire éclore le fascisme et le fanatisme en Allemagne et en Italie que le nationalisme.

Maintenant, ils viennent en bien plus grand nombre, les affolés de la dernière heure, ils récitent comme un chœur antique les sombres prévisions : "Regardez ce Chaput, assoiffé de pouvoir, voyez venir cette chose qui a nom "Crédit social", vous verrez Caouette sera dictateur du Québec une fois rejeté par le reste du Canada anglophone... La droite se redresse, les réactionnaires de tout poil et de tout grain reprennent du prestige". Oh ! Ces braves gens, ces dignes penseurs ignorent tout des histoires de l'Histoire. Tout cela est normal et je m'explique.

Quoi, aurait-on imaginé un miracle ? Voulait-on que le néo-nationalisme soit une pure vertu ? Ouvrons les yeux une bonne fois.

Moi, je ne vois rien d'étonnant à tous ces signes sensibles. Ce petit peuple tenu dans l'ignorance, élevé comme des enfants de valet, ne pourra pas s'empêcher de commettre les pires excès. Nous traverserons d'étranges périodes de transition. Et il ne faut absolument pas s'étonner si l'ensemble de la communauté vote pour Caouette, l'apprenti-dictateur, le démagogue parfait, il n'y aura pas à s'étonner davantage si le P.R.Q. a la faveur de l'électorat. Si le corporatisme vient à triompher, si la droite prend du poids, si Raymond Barbeau a du succès, ou si le Crédit Social du Québec forme un gouvernement séparatiste. Je ne dirai certes pas que c'est une fête, que c'est la fin de nos maux. Je dirai que cela est normal et prévisible. On se demande comment vit celui-là qui s'étonne de semblables situations. Il vit en somnambule. Qu'il sorte, qu'il parle avec le laitier, qu'il cause un peu avec son mécanicien au garage du coin. Il va vite s'apercevoir où nous en sommes. Ces gens ne sont absolument pas "informés". La tâche restait à accomplir. Nul ne s'en préoccupait. Il faudra maintenant se résigner à jouer l'opposition. Il était facile de voir, de prévoir que les éléments qui fondèrent le RIN n'avaient rien de commun avec la vraie communauté du peuple. Eh quoi ? Le "pouvoir" n'est pas une raison unique pour militer.

Au contraire. Le monde se fait lentement, notre petit monde se fera encore plus lentement. Les utopistes, les idéalistes vont avoir mal, très mal. Le réveil sera brutal pour nos chers penseurs ! La destinée libératrice d'un peuple emprunte des voies étranges. Du sang et beaucoup de boue couvrent certains sentiers de l'évolution d'une nation. Voyons, cessons de faire les hypocrites, nous savons bien d'où nous venons, d'où nous sortons. Avouez ! Il était assez impensable, que ce pauvre, frère, peu éduqué petit peuple en arrive à son affranchissement sans avoir affaire d'abord aux habiletés muettes des exploitateurs classiques des révolutions ! Il ne faut que souhaiter grossir nos rangs. Il ne s'agira pas de se couvrir la tête de l'oreiller du fédéralisme, comme le firent si bien nos plus brillants cerveaux devant le pitre-loufoque qui régna si longtemps à Québec. La leçon de ce passé récent devrait nous blinder. Il faut espérer que les intellectuels des nouvelles générations ne seront pas aussi frieux, qu'ils n'aient pas, en courant, se réfugier peureusement, sous les grandes jupes de la bonne mère fédérale : Ottawa.

FINIE LA DUPERIE

Nous sommes plusieurs à avoir la certitude, de vant les récents et déplorables événements que, cette fois, les exploitateurs auront du fil à retordre. Il faudra japper très fort, emmerder ces assoiffés de l'exploitation du nouveau nationalisme. Déjà il est facile de vérifier les attaches solides des vrais nationalistes. Les timorés, déjà, parlent de s'exiler et de boucler les valises. Mais, pendant qu'ils s'iroteront des cafés aux terrasses-de-la-paix-à-Paris, nous souhaitons être nombreux qui, ici, livreront le combat de

l'intelligence, de la vraie démocratie, de la saine politique.

A ceux-là, Chaputistes, Caouettistes ou autres, qui se sont décidés pour la formule facile : "Le pouvoir au plus tôt, au plus vite et de n'importe quelle façon", un cri unanime se fera entendre. Il n'y aura pas une autre "grande noirceur". On ne réussira pas si facilement la technique d'abrutissement de tout un peuple. Il faudra bien qu'ils apprennent que nous vivons un autre âge, que le règne de la duperie collective est à jamais révolu.

Il faudra du courage à tous ceux-là qui savent pertinemment que le premier ennemi des Canadiens français est la MEDIOCRITE. Il faudra conserver sa raison. Savoir qu'il n'est qu'un vrai besoin, une seule raison pour laquelle il faut se battre, l'amélioration de cette race. Quand ça va de nous donnera tout ce qu'il peut, qu'il sera une compétence dans son domaine, alors seulement nous sentirons aptes à parler "victoire". Mais en attendant ce jour béni, nous savons trop bien qu'il passera bien des torrents d'eaux sales et corrompues sous ce nouveau pont de notre nationalisme.

Le vrai nationaliste ne craint rien, il ne perd pas le courage, ni la foi en sa nation parce que celle-ci est sur le point d'être abusée. Ce serait trop facile. Ceux qui n'étaient que nationalistes par commodité économique, par visions-politiques-profitables ou même par ignorance, vont partir joyeusement les rangs des pressés, de l'urgence-pouvoir. Les autres formeront, comme cela est normal, l'opposition vigilante, la horde vile des dénonciateurs du crétinisme électoral. Des complots d'une virulente démagogie devraient naître maintenant dans cette marmite chauffée. Nous serons témoins de grandes et joyeuses bêtises. L'aveuglement le plus total va probablement s'emparer d'une grande quantité de nationalistes. Ces événements fourbiront nos armes. Ils nous donneront les moyens de se blinder. Il serait puéril, ridicule et vain de croire que l'indépendance de ce peuple qui crouissait depuis tant d'années, se fera dans les fatales explosions de haine et de racisme. A nous de veiller. A nous de sonner l'alerte. A nous de combattre cette démagogie inévitable que bien des peuples concurrent et connaissent en ce moment avant d'arriver à une autodétermination saine.

TRAVAILLER

Il nous reste à atteindre les jeunes auditeurs, les attentifs, ceux qui viendront après nous. Ils auront sous peu assez d'exemples pénibles pour que, leur tour venu, ils sachent se tenir debout puis, ensuite, nettoyer la place publique de ces déchets.

Pour nous, il reste l'humble lot de les préparer, l'utile rôle de nous réaliser pleinement, d'être complètes, de devenir un ingénieur dynamique, un architecte clairvoyant, un peintre actif, un écrivain solide. Il nous reste le talent reçu à faire fructifier pleinement. Le reste sera donné en surcroît ! Ceux qui viendront feront la besogne de nous débarrasser des médiocres qui stagneront dans la paresse et aussi de ces petits démagogues, coureurs au parlement. Il n'est pas défendu de songer à un meilleur avenir. Cet Etat du Québec se réalisera un jour.

Il s'agit de savoir parler et agir chaque fois qu'il faudra. Ne plus craindre de s'engager. Ainsi ce gaspillage fantastique, que nous sommes plusieurs à pouvoir constater tous les jours, prendra fin. A chacun de jouer son rôle du mieux qu'il peut. Quant à ceux-là que le "pouvoir" attire de façon si peu raisonnable nous saurons bien leur réserver un de ces accueils mortels. Ils se cogneront bien vite au mur que nous aurons su dresser à force de travail, d'études, à force, aussi, de patience.

Il faut plaindre l'apprenti-dictateur. Il ne sait pas, il continue d'ignorer que ce nouveau nationalisme qui nous fait chercher une appartenance, des racines patriotiques solides et valables lui fera un de ces poisons virulents dont il ne se relèvera plus jamais. Je plains l'aveugle qui ose s'imaginer que cette petite nation française d'Amérique ne connaît pas enfin son vrai réveil. Le sien sera d'une grande brutalité.

LE CONGRÈS DU R.I.N.

Le R.I.N. tient un congrès national les 2 et 3 mars. Quels sont les pouvoirs de ce congrès, comment les membres y sont-ils représentés, quels problèmes va-t-on y débattre? C'est ce que nous allons examiner brièvement. L'autorité suprême du R.I.N. réside dans l'assemblée générale. Le mouvement n'obéit pas à un chef; il se choisit une équipe et lui indique dans quelle voie il veut que le mouvement s'engage. C'est donc à l'occasion de l'assemblée générale que le R.I.N. établit sa ligne de conduite, les principes de son action.

Entre les assemblées générales, l'autorité est exercée par le Conseil central constitué du président et des deux vice-présidents nationaux ainsi que des représentants de toutes les régions du Québec. Même le comité exécutif (le président et les deux vice-présidents nationaux) ne possède pas d'initiative propre sur des questions fondamentales, engageant le mouvement. Il est l'instrument d'exécution du Conseil central.

Nous nous trouvons donc en possession de structures qui permettent aux membres, à chaque palier, de faire entendre leur voix et de jouer un rôle dans la direction du mouvement. Il n'existe pas de parti politique dont les structures soient aussi démocratiques. On peut vraiment dire que le R.I.N. constitue, pour tous ceux qui participent à son activité, une véritable école de démocratie.

LA DELEGATION

Comment pouvait-on assurer que ce jeu de la démocratie serait respecté dans un congrès national du mouvement? Il y avait un problème à résoudre: à cause des distances considérables qui séparent les villes au Québec, il est impossible à la majorité des membres du mouvement de se rendre au congrès, qu'il ait lieu à Hull, Montréal, Québec ou Chicoutimi.

En accordant le droit de vote à tous les membres présents au congrès, on risquait de faire triompher l'avis d'une minorité contre l'avis de la majorité des absents. Ou, encore, si le congrès se tenait par exemple à Montréal, on risquait de faire triompher à tout coup le point

de vue des Montréalais — qui pourraient être présents facilement en grand nombre — sur le point de vue du reste de la province.

On pourrait alléguer qu'il existe la procuration qui permet à un absent d'exprimer sa volonté. Mais si la procuration vaut lorsqu'il s'agit d'exprimer une opinion précise qu'on possède déjà sur un sujet bien connu, dans des limites bien déterminées, que vaut-elle lorsqu'il s'agit de discuter d'un problème dont on ne connaît pas, au départ, tous les éléments, de peser le pour et le contre d'arguments nouveaux auxquels on n'avait pas pensé et de prendre une décision à la lumière d'une situation nouvelle? Et c'est là la situation dans laquelle nous nous trouvons au congrès. De plus, la procuration n'est-elle pas le plus souvent un blanc-seing que ceux qui ne veulent pas assumer leurs responsabilités donnent à des mandataires inconnus?

Le R.I.N. a donc opté pour la formule de la délégation. Les membres sont représentés au congrès par des délégués. Signalons tout de suite que tous les membres conservent le droit d'assister à toutes les délibérations du congrès et d'y prendre la parole sur tous les sujets à l'étude. Seul le droit de vote est limité aux délégués afin d'assurer qu'au moment où les décisions sont prises, chaque membre, chaque section et chaque région pèse de tout son poids dans la balance. En effet, la délégation permet de rétablir la représentation proportionnelle de tous les membres du mouvement et d'assurer que le jeu de la démocratie sera respecté.

Il importe donc au plus haut point que chaque délégué soit choisi avec soin et soit instruit de la volonté de ceux qui l'ont choisi. Le délégué demeure, sauf quant aux points sur lesquels il a reçu un mandat précis, libre de se former une opinion au cours des débats au congrès, et apte à "représenter" les membres qui l'ont élu.

LES PROBLÈMES À DÉBATTRE

Ceci revêt une importance particulière lorsqu'on songe à la gravité du problème principal qui sera débattu au congrès de mars: la transformation du R.I.N. en parti politique. Car, si le Conseil central a décidé de recommander au congrès de s'engager dans cette voie, il reste d'une extrême importance que la décision soit prise par chaque délégué à la lumière, d'une part, de la situation qui existe dans son comté et, d'autre part, de ce qui peut le mieux servir la cause de l'indépendance.

De cette façon, grâce à la participation active de chacun, nous pourrions être sûrs que la décision prise, quelle qu'elle soit, sera la meilleure. De plus, c'est dans la mesure où ce système fonctionne clairement que nous saurons qu'un même esprit anime la majorité des membres du R.I.N. et qu'ainsi nous pourrions ensemble entreprendre une action dynamique et efficace.

LE COMITÉ POLITIQUE CENTRAL
DU R.I.N.

AU-DELÀ DE NOS FRONTIÈRES

Nous connaissons tous l'importance des relations internationales au XX^e siècle. Nous, du Québec, sommes solidaires des grands événements mondiaux et des grandes décisions prises de par le monde. Et cela, sur les plans politique, économique, culturel et social.

Or, le lien qui rattache le Québec aux grandes capitales du monde n'est rien d'autre que les ambassades canadiennes, contrôlées par la gouvernance d'Ottawa. Et dans ces ambassades, COMBIEN Y A-T-IL DE DIPLOMATES CANADIENS-FRANÇAIS présents pour veiller aux intérêts du Québec?

A WASHINGTON : 3 sur 35
A MOSCOU : 0 sur 11
A PARIS : 10 sur 20
A LONDRES : 3 sur 45

Nombre insignifiant. Travail en anglais. Pour servir les intérêts d'Ottawa et non ceux du Québec. UNE SEULE SOLUTION: L'INDEPENDANCE POLITIQUE, qui nous donnera la maîtrise de nos rapports internationaux. Alors seulement aurons-nous NOS AMBASSADES où travailleront des Québécois, en français, et DANS L'INTERET DU QUEBEC.

GRANDE ASSEMBLÉE PUBLIQUE DU R.I.N.

À MONTRÉAL

ORATEURS: GUY POULIOT
HUBERT AQUIN
PIERRE BOURGAULT

Vendredi le 1^{er} mars, à 8 h. 30 du soir.
A l'école secondaire Saint-Stanislas, 1200
est, rue Laurier, (même salle que pour le
congrès).

Venez en foule. Amenez-y vos parents et amis. Les membres de l'extérieur de Montréal qui doivent assister au Congrès doivent faire un effort particulier et tâcher d'arriver à Montréal le vendredi soir pour assister à cette assemblée.

POUR VOTRE CONTRAT D'HUILE A FOURNAISE VEUILLEZ CONSULTER

LES HUILES CASTEL LTÉE

Service téléphonique
24 heures par jour

"brûlent de vous servir"

Service de livraison
automatique

681-6046

CLAUDE BERNIER, PROPRIÉTAIRE, 53, RUE MARIE DE L'INCARNATION QUÉBEC 8 P.Q.

DES TORONTOIS QUI OUVERT LES YEUX

Dans son supplément de fin de semaine du 16 février, le Star Weekly de Toronto consacrait son éditorial à la "crise de la Confédération" et à l'indépendantisme québécois. Cette fois, le journaliste semble avoir saisi bien des choses. On en jugera par les extraits suivants: "Il est évident qu'un fort mouvement s'organise (au Québec) en faveur de la séparation du reste du Canada. Les membres des organisations séparatistes actives dans la province ne sont pas nombreux. L'an dernier, on les évaluait à environ 6.000. Mais ils s'appuient sur un nombre beaucoup plus grand de sympathisants. Qu'y a-t-il donc derrière cette vague de mécontentement?"

"Les racines du séparatisme sont profondes. La province (de Québec) était jadis une colonie française. Elle a été conquise par les Anglais en 1759 et intégrée à l'Empire britannique par la force des armes. L'amertume née de la conquête ne s'est jamais effacée dans les sentiments des Canadiens français. Ceux-ci se sont toujours considérés comme un peuple distinct, bien différent de la majorité anglaise au Canada. "La méfiance et la rançune entre les deux races se sont prolongées au cours des années et les liens de l'unité nationale (sic) n'ont jamais été bien solides. Mais ce sont surtout les transformations sociales et économiques, au Québec, qui ont poussé les choses à leur point culminant.

"Autrefois, la province de Québec était surtout agricole, mais, depuis deux générations, elle s'est fortement industrialisée. Le Canadien français moyen n'habite plus la ferme ni le village: il travaille au magasin ou à l'usine. Etant donné que le gros de l'industrie appartient à des entreprises canadiennes-anglaises ou américaines, il se trouve à travailler pour le compte de patrons de langue anglaise.

"De même, les Canadiens français qui sont à l'emploi du gouvernement se voient retardés dans leur avancement et confinés aux postes les moins rémunérateurs

à cause de leur langue, les affaires publiques du pays étant largement administrées en anglais. Les jeunes commencent donc à se sentir considérés comme des citoyens de seconde classe, victimes de discrimination et tenus à l'écart à cause de leur race. En conséquence, ils écoutent volontiers les orateurs nationalistes qui leur brossent le tableau d'un Québec indépendant où les Canadiens français seraient maîtres.

"... Il existe donc, au Québec, un danger croissant pour l'unité canadienne et les Canadiens (c'est-à-dire les "Canadiens") doivent y faire face avant qu'il ne soit trop tard."

L'analyse, bien que fort incomplète, est cependant assez lucide. Que propose donc le Star Weekly pour enrayer ce "danger" que présente le Québec? On l'aura peut-être deviné: "une commission royale"! Voici, en effet, la conclusion de l'article:

"La proposition du chef du parti libéral, M. Lester Pearson, réclamant la création d'une commission royale chargée d'étudier le biculturalisme, arrive fort à point et devrait être adoptée."

Et maintenant, soyons sérieux! Nous avons souvent dit que la "bonne entente" entre le Canada français et le Canada anglais est non seulement possible, mais évidemment souhaitable... à condition que d'abord nous soyons indépendants. Dans la chronique des lecteurs du Globe and Mail de Toronto on pouvait lire récemment (le 9 février) une lettre fort intéressante à ce sujet. Elle provient d'un Torontois du nom de N. M. Willis qui, lui, a vraiment compris. Voici ce qu'il écrit:

"Quand on connaît intimement les deux Canadas, il faut bien reconnaître que les Canadiens anglais ne cessent jamais d'être agacés par le mécontentement perpétuel des Canadiens français, tandis que, pour leur part, les Canadiens français ne cessent jamais de grommeler tant qu'ils seront rattachés à une majorité de langue anglaise. Les deux peuples gagneraient donc énormément à se séparer, surtout si cette séparation se faisait de leur accord mutuel.

"La Norvège et la Suède ont appris à se respecter l'une et l'autre et à collaborer dans leur intérêt commun, et la chose s'est faite facilement parce que la Suède a eu la sagesse de renoncer à son emprise sur la Norvège. Même dans le cas de l'Irlande et de l'Angleterre, les rapports entre ces deux pays se sont nettement améliorés depuis que les Anglais ont renoncé à imposer leur "unité nationale" et que l'Irlande est devenue indépendante.

"Il faut espérer que les Canadiens anglais ne seront pas liés à la tradition britannique au point de faire preuve, à l'égard du Québec, d'autant de mauvaise foi et d'incompréhension que les Anglais en ont manifesté à l'égard de l'Irlande. Avant que les Canadiens français ne deviennent trop aigris, il serait sans doute possible d'effectuer une séparation équitable et avantageuse pour les deux parties."

Nous sommes d'accord à 100 pour 100!

TOUJOURS LA MÊME CHANSON

La région de Québec est encore une fois défavorisée. Cette fois, il s'agit des commandes de la défense du gouvernement d'Ottawa.

Le ministère de la Production de la défense et la société de la Couronne qui y est associée, la Defence Construction (1951) Limited ont adjugé à des entreprises du Québec et de la région, au cours de la période comprise entre le 16 et le 31 octobre 1962, des contrats d'une valeur globale de \$107,876.

Pendant ce temps, la valeur globale des commandes adjudiquées par les mêmes organismes à travers le pays fut de \$4,038,471.

La part de la région du Québec par rapport au reste du Canada est d'environ 2 pour cent. D'ailleurs, la valeur des commandes adjudiquées au Québec n'a pas dépassé, dans chaque cas, les \$50,000.

Voici le tableau:

Canada Packers Ltd. (Viande)	\$ 21,574
Davie Shipbuilding Ltd. (Radeaux de débarquement)	43,410
Leprade Inc. (Produits laitiers)	12,254
St. Lawrence Construction Ltd. (Prolongement d'un aqueduc)	30,638

Total

\$107,876

On peut se demander maintenant pourquoi il y a dans le Québec deux fois plus de chômeurs que dans les autres provinces canadiennes.

On peut se demander aussi pourquoi l'armée "canadienne", qui se fait le devoir d'angliciser les Canadiens français, ne dépense pas un peu plus de son argent chez nous. Mais c'est toujours la même chanson. C'est toujours du pareil au même. C'est ça être une minorité. L'indépendance du Québec fera de nous une majorité et nous rendra maîtres chez nous.

CONGRES

SPÉCIAL DU R.I.N.

Samedi et dimanche: 2 et 3 mars

A l'école secondaire Sain-Stanislas
1200 est, rue Laurier, Montréal

Principaux articles de l'agenda:

Le rapport financier
Le rapport constitutionnel
L'orientation politique du R.I.N.

Tous les membres se doivent d'assister à ce congrès d'une importance extrême!

MARCELLE fleuriste

521, AVENUE DE L'ÉGLISE, VERDUN

PROPRIÉTAIRES: M. L. Ph. LESAGE • GÉRANTE: Mlle LISE LESAGE
NOS STUDIOS SONT OUVERTS TOUS LES JOURS, Y COMPRIS LE DIMANCHE,
DE 9 HEURES À 9 HEURES
LIVRAISON PAR TOUTE LA VILLE SEPT JOURS PAR SEMAINE
14 ARTISTES À VOTRE SERVICE 24 HEURES PAR JOUR
FLEURS TÉLÉGRAPHIÉES DANS LE MONDE ENTIER
COMMANDES TÉLÉPHONIQUES ACCEPTÉES 24 HEURES PAR JOUR

TÉLÉPHONE: PO. 8-9413

CONCOURS

Mes mots croisés peuvent vous rapporter de l'argent. Envoyez-nous votre solution. Parmi toutes les bonnes solutions, il en sera choisie une au hasard. La personne chanceuse recevra un prix de dix dollars.

SOLUTION DU PROBLEME No 2

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1.	R	A	I	L	N	E	E	A	E	F		
2.	I	N	D	E	P	E	N	D	A	N	C	E
3.	C	E	A	N	S	T	A	N	G	U	E	
4.	H	A	T	I	E	R	S	L	E	S		
5.	E	N	T	E	P	E	S	B	A	L	E	
6.	P	T	E	M	O	I	N	S	I	L	E	
7.	P	I	T	E	S	T	U	S	E	C		
8.	I	R	E	N	E	A	H	S	A			
9.	E	T	R	A	N	G	E	R				
10.	R	A	S	A	U	N	E	R	A	I	T	
11.	R	U	N	I	E	V	I	T				
12.	E	X	C	U	S	E	L	E	S	E	R	

Notre gagnant pour le mois de février est : M. F. BOUCHARD, 548, 83^e Avenue, Chomedey, P.Q. Il recevra donc un prix de vingt dollars (car il avait inclus à son envoi un abonnement au journal). Félicitations et bonne chance pour la prochaine fois.

PROBLEME No 3

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												

HORIZONTALEMENT

- 1.—Au Québec, il représente la reine (mais oui!) — L'auteur des paroles très claires "One state, one nation".
- 2.—Accueillir plus que froidement — Celle des méridionaux est bien connue.
- 3.—Il a construit le Veau d'or. — Abiméaz.
- 4.—Négation — Un bon pois-

VERTICALEMENT

- 1.—Les "meilleurs" fédéralistes admettent que l'A.A.B.N. en a besoin.
- 2.—Un pasteur qui n'en aurait pas perdrait sa raison d'exister. — A la fin d'un office.
- 3.—Contient du sel. — Lanceras le palet le plus près possible du but.
- 4.—Action commise par plus d'un politicien d'Ottawa à l'égard du Québec. — Symbole chimique.
- 5.—D'un verbe qui marque une action nocive. — Ville d'Allemagne. — Dans le plus simple appareil!
- 6.—Sert à agglutiner les bouteilles. — Peintre français, dont Ingres a laissé un très beau portrait.
- 7.—Chaste. — De chaque côté du cheval.
- 8.—Cela. — Abraham y vint au monde.
- 9.—Doux. — Un commerçant.
- 10.—Occiput. — Grouper.
- 11.—Paradis perdu. — Abjurer.
- 12.—Coiffure turque. — Il faut parfois en jeter. — Poss.

- a perdu son indépendance au profit de l'U.R.S.S. — Compositeur russe.
- 10.—On y montre son adresse. — Difficultés.
 - 11.—Ne pas couter. — Nom indigène d'un pays qui a conquis son indépendance après de longues luttes contre la Grande-Bretagne.
 - 12.—Il conclut un marché de dupe. — Presses.

VERTICALEMENT

- 1.—Les "meilleurs" fédéralistes admettent que l'A.A.B.N. en a besoin.
- 2.—Un pasteur qui n'en aurait pas perdrait sa raison d'exister. — A la fin d'un office.
- 3.—Contient du sel. — Lanceras le palet le plus près possible du but.
- 4.—Action commise par plus d'un politicien d'Ottawa à l'égard du Québec. — Symbole chimique.
- 5.—D'un verbe qui marque une action nocive. — Ville d'Allemagne. — Dans le plus simple appareil!
- 6.—Sert à agglutiner les bouteilles. — Peintre français, dont Ingres a laissé un très beau portrait.
- 7.—Chaste. — De chaque côté du cheval.
- 8.—Cela. — Abraham y vint au monde.
- 9.—Doux. — Un commerçant.
- 10.—Occiput. — Grouper.
- 11.—Paradis perdu. — Abjurer.
- 12.—Coiffure turque. — Il faut parfois en jeter. — Poss.

BAL

MUSSETTE DU R. I. N.

A Montréal, le 8 mars 1963. Renseignements et billets au Secrétariat du R.I.N.

Mme Manique Houle

Tél. WE. 3-4601



SERVICE DE POLYCOPIE
DUPLICATING SERVICE

Lettres circulaires, etc.
Service le même jour

316, av. Kensington

Westmount

L'INDÉPENDANCE PAR L'ÉCONOMIQUE

Les services professionnels d'assurance enrç.

Etude et analyse complète d'assurance pour particuliers, commerçants et industriels.



Jacques Yvon Lefebvre, B.A., courtier d'assurance agréé

SÉCURITÉ
SERVICE

4887, 5ème AVENUE, ROSEMONT
TÉLÉPHONE: 525-3637

"BÂTIR
UN
PAYS
QUI
NOUS
RESSEMBLE"

LES TRAVAUX LAURENTIENS INC.
ET
LE DOMAINE DE LA MONTAGNE INC.
198 A, CHEMIN CHAMBLY
LONGUEUIL
ST-HILAIRE

Tél.: OR. 7-8008
Tél.: FO. 7-7771

CLAUDE BELANGER, président

CONSTRUCTION DOMICILIAIRE
COMMERCIALE
INDUSTRIELLE



LA COMPAGNIE D'ENVELOPPES CARDINAL

Propriétaires: ANDRÉ CARDINAL et RENÉ AMESSE
507, rue CARDINAL • VILLE ST-LAURENT

TÉL.: 747-4834

SPÉCIAL POUR PROFESSIONNELS, HOMMES D'AFFAIRES, INDUSTRIELS:

1,000 enveloppes (tous genres, tous formats) imprimées avec en-têtes personnels \$10.00
5,000 enveloppes \$6.20 le mille

ACTIVITÉS PROCHAINES

de la région de

MONTREAL

1er mars :

Grande assemblée publique. A l'école secondaire Saint-Stanislas, 1200 est, rue Laurier, Montréal. Conférenciers : Me Guy Poulouit, M. Hubert Aquin, M. Pierre Bourgault.

2 et 3 mars :

Congrès spécial du R.I.N. A l'école secondaire Saint-Stanislas (voir précédent).

6 mars :

Assemblée publique. Bourget. Ecole Saint-Léonard, 5455 est, rue Jarry. Conférenciers : Rodrigue Cuité, Fernand Boudreau, Gilles Grenier.

8 mars :

Bal Musette du R.I.N. A

8h.30. Salle de l'Alliance française, Carré Viger. Billets et renseignements au Secrétariat général du R.I.N.

9 et 10 mars :

De 1 heure à 4 heures. Campagne de vente d'abonnements au journal dans Bourget. Rendez-vous à 8090 Aimé Renaud. Tous les membres sont invités à y participer.

13 mars :

Assemblée d'information. Bourget. Ecole Ste-Gertrude, 11815 boul. Ste-Gertrude, Montréal. A 8 heures. Conférencier : Pierre Bourgault.

14 mars :

Assemblée du Conseil régional.

16 et 17 mars :

Campagne de vente d'abonnements au journal dans Jacques-Cartier.

20 mars :

Assemblée d'information, Jacques-Cartier.

30 et 31 mars :

Campagne de vente d'abonnements au journal dans Maisonneuve.

3 avril :

Assemblée d'information, Maisonneuve.

Pour tous renseignements concernant les activités mentionnées on peut communiquer avec le Secrétaire général du R.I.N., 2157, rue Mackay, Montréal. Tél.: 91. 2-9693.

Édifice de la Caisse Populaire DA. 2-9660
11119, boul. St-Vital Montréal-Nord

LEONIDE LALONDE
Notaire

JOUR : lundi au vendredi — 9h. à 12h.30 et 1h.30 à 5h.
SOIR : lundi et vendredi de 7h.30 à 9h.

Résidence : 2685, boul. Lévesque, DUVERNAY TEL. : 663-2454

NOrmandie 1-7668

LOUIS - ROLAND PESANT, L.S.C., LL.D.

Courtier en assurances

4140, Boul. LÉVESQUE St-Vincent-de-Paul

**IMPRIMERIE
LEMOYNE
ENRG.**

Impressions commerciales
et publicitaires

YVES ROY OR.7-1429



ADRESSES DES SECTIONS DU R.I.N.

Argenteuil	C.P. 263 Lachute
Beauceville-Est	C.P. 220 Beauceville-Est
Buckingham-Masson	C.P. 100 Masson
Chambly	C.P. 50 Longueuil
Chicoutimi	C.P. 775 Chicoutimi
Jonquière-Képegami	C.P. 274 Jonquière
Parfneuf	C.P. 385 Donacena
Hull	C.P. 283 Hull
Lévis	C.P. 212 Lévis
Nicolet	C.P. 310 Nicolet
Québec-Centé	
Québec-Centre	
Québec-Est	
Québec-Ouest	C.P. 130 Québec é
St-Sauveur	
Québec Etudiant	
Rimouski	C.P. 172 Rimouski
Rivière-du-Loup	C.P. 311 Rivière-du-Loup
St-Bruno de Montarville	C.P. 346 St-Bruno
Sept-Îles	C.P. 501 Sept-Îles
Sorel	C.P. 414 Sorel
Thurso	C.P. 308 Thurso
Valleyfield	C.P. 252 Valleyfield
Laval	C.P. 25 Laval
Bourget	C.P. 142, succ. "N." Montréal
Jeanne-Mance	C.P. 293, succ. Delorimier, Montréal
Notre-Dame-de-Grâce	C.P. 178, succ. N.-D.-G., Montréal 28
Hull-Ottawa Etudiant	457 est, rue Laurier, Ottawa
St-André-Avellin	Régent Côte, Val-Quénel
Champlain	P.E. de la Chevrotière, Ste-A.-de-la-P.
Jacques-Cartier	1553, rue Barry, Ville St-Laurent
Lasalle	367, rue St-Jacques, Ville St-Pierre
Maisonneuve	2284, rue Chambly, app. A, Montréal
Laurier	7890, rue de Gaspé, Montréal
Mercier	1102 est, rue Mont-Royal, Montréal
Montréal-universitaire	12286, rue Filion, Montréal
Oultrémont	773, rue Wilder, Montréal
St-Henri	5704, rue Marc Sauvalle, Montréal
St-Jacques	3439, rue St-Hubert, Montréal
St-Marie	C.P. 273, succ. Delorimier, Montréal
St-Louis	4890, rue de Grandpré, Montréal
Verdun	3772, boul. LaSalle, Verdun
Westmount - St-Georges	360, rue Elm, Montréal
Joliette	9, rue Morin, St-Paul de Joliette

Bulletin d'abonnement à l'Indépendance

Ci-joint deux dollars pour douze numéros de l'Indépendance

Décepez ou copiez ce bulletin Nom

et adressez-le à Adresse

L'INDÉPENDANCE Téléphone : Rés. : Bur. :

2157, rue Mackay, Montréal Profession ou métier

(Ecrire lisiblement S.V.P.)

Bulletin d'inscription au RIN

Jedésire m'inscrire au R.I.N. comme

- Membre militant (\$12.00 / AN)
- Membre actif (\$12.00 / AN)
- Membre sympathisant (\$ 2.00 / AN)

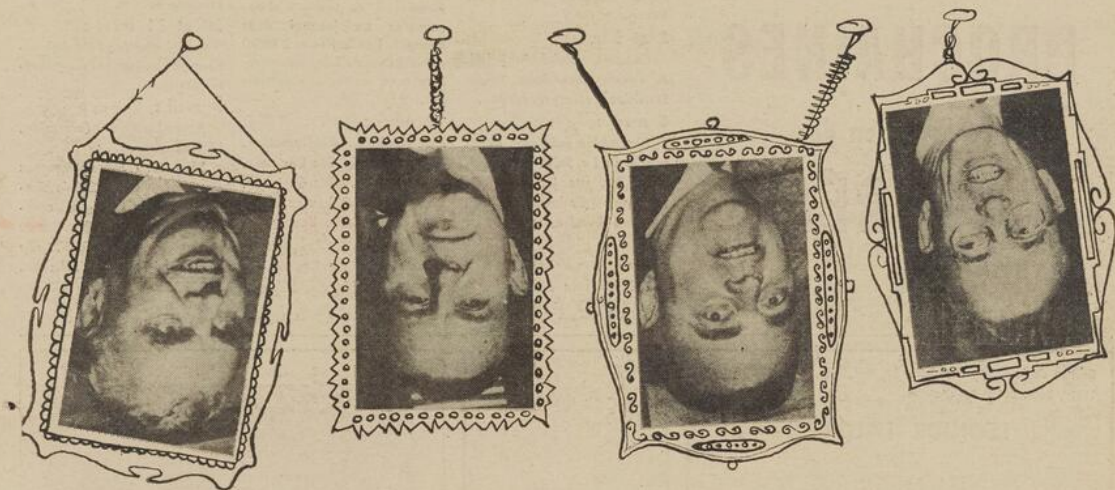
Décepez ou copiez ce bulletin Nom

et adressez-le à Adresse

R.I.N. Téléphone : Rés. : Bur. :

2157, rue Mackay, Montréal Profession ou métier

LA CONFÉDÉRATION LA TÊTE EN BAS



La confusion qui règne aujourd'hui à Ottawa est le signe même de la décadence de la Confédération. Elle n'en a plus que pour quelques années à vivre ● Les Québécois n'ont plus rien à gagner de ce côté, c'est pourquoi le R. I. N. recommande à chacun d'annuler son vote ● Nous savons que beaucoup de Québécois s'apprentent à voter CREDIT SOCIAL "pour le fun" ● Nous croyons cependant que le temps des blagues est fini et qu'il faut prendre au sérieux l'avenir de la nation canadienne-française ● Tous nos efforts doivent maintenant tendre vers Québec C'est là qu'est la libération. C'est là que nous prendrons la maîtrise de nos destinées ● A Ottawa, nous ne serons toujours qu'une minorité contre une majorité colonialiste ● Il nous faut donc refuser de perpétuer plus longtemps un système qui nous étouffe et qui est en train de nous faire disparaître rapidement ●

DONC, ANNULONS NOTRE VOTE AUX ELECTIONS DU 8 AVRIL PROCHAIN

VOTONS...MAIS VOTONS

DIEF	NON
PEAR	
DOUG	
THOMPS	
	À OTTAWA
	VIVE L'INDEPENDANCE du QUEBEC